

Spécialité / option :

Repère de l'épreuve : UHC 752

Épreuve / sous-épreuve : Histoire

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

16

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

P.P. → K.S.

« Il faut une nouvelle tête pour la France », déclarait Emile Boutmy, grand ami de Taine et fondateur de l'École Libre des Sciences Politiques de Paris (aujourd'hui plus connue sous le nom de « Sciences-Po »). Un tel propos, datant des années 1870, montre à la fois la nécessité de classes dirigeantes et leur nécessaire évolution dans une société de classes, et non plus d'ordre comme sous l'Ancien Régime.

L'Histoire des élites est indissociable d'une Histoire de leur contestation. Habituellement, le terme « élites » renvoie aussi bien à une réalité quantifiable (les « classes dirigeantes », les plus riches des « classes aisées ») qu'à un mythe des élites (« vous êtes l'élite de la France ») ou « à bas l'élite, vive le peuple ». La nouveauté des élites demandée par Boutmy s'oppose à leur aspect aristocratique, c'est-à-dire étymologiquement « ce qui est au-dessus du peuple ». Face à l'aspect opaque du terme, il faut poser une définition précise. Les élites sont l'ensemble des individus munis d'une grande quantité de capitaux (social, économique ou culturel) et qui disposent de pouvoirs étendus. Le pouvoir est ici défini comme la capacité d'un acteur à modifier ou à influencer une situation ou un processus. Les élites

N°1

1/15

peuvent être politiques, diplomatiques, sociales, voire culturelles. Elles peuvent être contestées idéologiquement ou socialement, les classes sociales les plus modestes pouvant s'y opposer et établir une frontière sociale entre « nous » et « eux ». Faire l'histoire des élites, c'est faire l'histoire d'acteurs, d'individus; c'est aussi sonder les différences entre les élites et le reste de la population, que ce soit sur le vote, la confession, l'adhésion à la République, la place des femmes, les pratiques culturelles ou encore les opinions sur les colonies. Enfin, il faut interroger comment cette catégorie sociale évolue et s'adapte aux évolutions de la société française.

Dès lors, les élites ont-elles influencé, par leurs pratiques et par leur contestation, l'évolution politique, économique, culturelle et diplomatique de la France depuis 1870?

De la défaite de Sedan au début des années 1930, les élites sont intégrées au système tertiaire-républicain et évoluent en conséquence. Avec la crise des années 1930, et jusqu'en 1969, les élites apparaissent comme une figure à contester. Enfin, depuis le début de la « Seconde Révolution française », pour reprendre l'expression du sociologue Henri Mendras, les élites se renouvellent et perdurent malgré la démocratisation des pratiques culturelles et la remise en cause des grandes institutions sociales.

Jusqu'en 1930, les élites sont intégrées au système tertiaire-républicain et évoluent en conséquence. Au début

des années 1870, elles semblent être actrices de la politique française. La période de l'après-Commune et de l'Ordre moral manifeste une présence accrue des élites « traditionnelles » au pouvoir. Premier chef de l'exécutif, Thiers a constitué une fortune par sa longue carrière et un mariage heureux. Son éviction en 1873 marque le début de l'Ordre Moral, années où les élites nobles (comme les De Broglie) et militaires (Mac-Mahon) sont au pouvoir. Les élites diplomatiques du Second Empire sont maintenues à leur poste. Cette continuité et cet ordre réactionnaire suscite des contestations. « Majorité rurale, honte de la France », s'exclame le député Grémieux, dénonçant par là la noblesse élue en 1871 par des Français davantage soucieux d'un retour à l'ordre que d'un retour à la monarchie. L'historien Aronand-Dominique Houët, dans Le Triomphe de la République, rappelle la violence des graffiti parisiens contre l'Ordre moral et les ultramontains. Les élites sont donc associées à la réaction, l'ancien système dénoncé par les Républicains héritiers de la Révolution Française. Au terme de la crise du 16 mai 1877, le Sénat devient Républicain en 1879, ce qui fait « [revenir la Révolution] au port », pour reprendre la formule <sup>l'historien</sup> de François Furet. Les républicains comme Ferry ou Gambetta entendent assurer la stabilité du nouveau régime. Les radicaux s'opposent à l'existence du Sénat, les opportunistes veulent seulement la suppression des « sénateurs incamovibles », élus à vie.

L'arrivée des républicains au pouvoir n'entraîne pas la disparition des élites, décrites par Maupassant dans Bel-Ami en 1888. La République naissante s'appuie pourtant sur

les « couches nouvelles »), terme employé par Gambetta lors du discours de Grenoble en 1871 puis théorisé lors du discours d'Auxerre en 1874. Petit fils d'immigré italien, Gambetta veut fonder la République sur une population de petits propriétaires, qui n'appartiennent ni au prolétariat, ni aux élites. Cette défense de la propriété rassure les 120000 rentiers d'alors, notables ou aristocrates assimilés aux élites économiques. La III<sup>e</sup> République repose sur une « méritocratie républicaine » qui ne s'oppose qu'en apparence aux élites. L'école de Ferry, qui entend conclure tous les Français au moins jusqu'au certificat d'études, ne concurrence pas le système « traditionnel » de l'école. Les élèves apprennent dès 10 ans le latin, le grec et des langues étrangères. 50% des lycéens de la Belle Époque parlent ainsi allemand. Contrairement aux congrégations, les aumôniers des grands lycées ne sont pas inquiétés par la laïcité républicaine. Les professeurs des lycées ouverts issus de l'École normale supérieure ou de l'Université, sont de grands bourgeois, à l'inverse des « thousands noirs de la République » que sont les instituteurs (Péru). Ils gagnent entre 10000 et 15000 francs par an, soit de quoi employer des domestiques et louer une maison de maître. Les institutions du XIX<sup>e</sup> sont conservées : École de la rue d'Ulm, Collège de France, Université de la Sorbonne. Les études forment une élite intellectuelle avec le baccalauréat, « diplôme de bourgeoisie », comme le rappelle Goblot dans La Barrière et le Niveau en 1928, ou avec le concours général, supprimé en 1904 puis réapparu en 1921. Les « normaliens » constituent une « République des professeurs » selon

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

N°

4/15

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

La formule de tribunalet, tant leur participation aux cabinets ministériels des années 1920 est patente.

Les élites ne sont dès lors que partiellement renouvelées. C'est le cas du corps diplomatique. Représentant la France à l'étranger, il ne cherche pas à répandre les principes républicains au reste du monde. Pourtant la république s'arme d'ambassadeurs dévoués comme les Frère Cambou, Girardou ou Saint-John-Perse. Le concours d'entrée montre ce syncrétisme républicain : les candidats y sont à égalité, ce qui rappelle la méritocratie républicaine, mais ils doivent se présenter en queue de pie et sont largement évalués selon leur éthos, qui doit être aristocratique. Impossible dès lors, de réclamer les élites diplomatiques au marquis de Nordpoid...

Le pouvoir des élites apparaît déjà sous la Troisième République contesté. C'est d'abord une contestation démocratique qui se donne à voir : les chœurs de Jean-Baptiste Clément oppose le peuple aux élites qui le dirigent. Clemenceau, avec les talents d'orateur, qui sont les siens, déclare : « donnez-moi quarante trous du ciel et je vous ferai une académie », signe de tensions entre la couple

N° 2  
S.1.15

et la république. Léon Blum enfin conteste les notions de pureté, de chasteté - et de maîtrise de soi de l'aristocratie catholique en écrivant Du Mariage en 1907, longuement critiqué par l'Académicien Paul Bourget. Parallèlement, les acteurs du Second Empire et les promoteurs de l'Ancien Régime ou de la monarchie de Juillet connaissent une série de tragédies avec la mort du Comte de Chambard et la mort du descendant de Napoléon III lors d'un Safari en Afrique. Tandis qu'à Montmartre on chante « Vive les Zouaves », le duc de Blacas commence en 1882 lors de l'enterrement du comte : « le roi est mort ». Signe d'une rupture et d'un changement de corps des élites, des nobles à de nouveaux individus. Une autre contestation, nationaliste cette fois, est incarnée par Edouard Drumont. Né en 1844, dans la petite bourgeoisie, il fréquente le lycée Condorcet dans la même classe qu'Ernest Lavisse et en ressent une haine certaine des élites « intellectuelles ».

Ecrivant La France Juive en 1886 et La Fin d'un monde en 1886, il conjugue antisémitisme et propos vaguement marxistes pour dénoncer les « Elites Juives » selon lui en place depuis 1789 et incarnées par la République et Edmond de Rothschild. Sans être représentatif de la contestation des élites, Drumont incarne la naissance des mythes <sup>modernes</sup> contre les élites.

S'il y a contestation de l'existence des élites, il n'y a guère contestation de leurs <sup>pratiques</sup>, mais plutôt « imitation », comme le rappelle Tarde en 1890. C'est l'exemple de l'éducation : les petits enfants de l'aristocratie sont punis psychologiquement

sans service physique, tandis que les familles bourgeoises souhaitaient s'élever dans la société utilisaient une répression très physique. Ce n'est pas non plus les institutions des élites qui sont dénoncées, à l'instar des Fautourgs Saint-Honoré chez Marcel Proust.

De 1870 au début des années 1930, les différentes élites évoluent par leur intégration au système tertiaire-républicain. Cela n'empêche pas des contestations, même si celles-ci demeurent marginales. Les crises <sup>des années</sup> 1930 vont donner à ces contestations une place à part entière qui fait évoluer le rôle des élites et la société. C'est alors autant les élites que la figure d'élites qui se trouve au centre des contestations.

Il faut ici distinguer une contestation économique et idéologique d'une contestation politique, sociale et culturelle.

Cette contestation économique se donne d'abord à voir par les politiques étatiques de 1930 à 1965 et leur contestation. On peut faire l'hypothèse que les élites économiques ont constitué un lobby pour influencer l'Etat et l'amener à réclamer autant que possible l'inflation, qui « euthanasie les rentiers » pour reprendre la formule de Keynes. Ceci expliquerait les politiques déflationnistes de l'entre-deux-guerres et de la III<sup>e</sup> République. De 1958 à 1965, la politique de De Gaulle se fonde sur le refus de telles pressions, de « faire une politique à la corbeille ». Les élites économiques ont aussi pu être le cible de partis politiques. Au début des années 1930, le parti

communisme dénonce les « 200 familles » qui il  
suffisait d'expropriés pour résoudre la crise.  
De même, l'humanité thématise l'opposition  
entre Grands bourgeois et ouvriers par ses dessins  
du Front populaire et des départs en vacances. L'exemple  
de la famille Ferru, appartenant aux « 200 familles »  
illustre le rôle de ces classes aisées. Disposant d'un hôtel  
particulier dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la famille  
voage trimestrielle par trimestre de ce lieu à leur maison  
avec vue sur la mer en Côte-d'Azur (destination des classes aisées  
dès le début du siècle) et leur chalet à Chamorix, stations  
de ski inaugurée à la fin des années 1900. Un tel exemple  
empêche de réduire les élites à leur aspect fantasmagorique.  
Cet aspect se retrouve dans le péjoratif de l'Union  
des Commerçants et artisans (UDCA), qui entend soutenir les  
petits propriétaires contre les grands magasins et « sortir les  
partants », c'est-à-dire une élite politique associée à  
une II<sup>e</sup> République incapable, selon Puyade, de défendre les  
plus démunis.

Existait aussi des contradictions politiques, culturelles  
et sociales qui donnent à la période 1930-1965 sa cohérence  
au regard de l'Histoire des élites. L'épuration incarne  
l'obligation de changer le corps des hauts fonctionnaires.  
L'École nationale d'administration (ENA) est créée en 1965  
pour recruter des hauts-fonctionnaires républicains et  
faire correspondre les élites à leur idéal méritocrate et  
républicain. Sur les 98 projets travaillant sous Vichy, seuls

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

N°

8/15

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

6 sont conservés à leur poste. L'épuration économique se révèle limitée, certaines grandes entreprises étant seulement nationalisées. Cette élémence, couplée au faible engagement des chefs d'entreprises dans la résistance explique sans doute la méfiance de De Gaulle à leur égard à la Libération. « Je n'ai vu aucun de vous, messieurs, à Londres. Bah, après tout vous n'êtes pas en prison ». Les élites économiques comme les grands propriétaires ont cependant vécu l'Occupation comme le reste des Français, sans chauffage, parfois expropriés de leur maison par que les bureaux militaires des SS et des SA y prennent quartier.

De 1930 à 1965, un jeu de contrebalancement se met en place sur le plan culturel. Les élites intellectuelles sortent des grandes écoles de Paris, comme Nizan, Aron, Sartre ou de Beauvoir. Cette élite est encensée au niveau international. Bergson à la fin de sa carrière dans les années 1930 avec le prix Nobel, Mauriac et Camus dans les années 1950, Tandis que Sartre refuse le prix Nobel, Mauriac s'en sert pour plaider la cause de condamnés auprès de Vincent Auriol et René Coty. Une partie de l'élite intellectuelle constitue cependant un groupe conservateur, voire réactionnaire. Une vidéo

N°3

8/15

de 1953  
de l'INAP, un jeune étudiant en médecine se revendiquant d'une aristocratie de lecteurs reliés en livres de poche.

« Que pensez-vous des livres de poche.

- beaucoup de mal. [...] ça commence avec ce livre, et du jour au lendemain ça le V Sarku. »

Comme le remarque l'historien Henri Rousso dans Le syndrome de Vichy, l'Académie française apparaît dans les années 1950 comme une survivance de la France de Vichy et des pétainismes. Preuve en est le discours sur « la glaive et l'épée » de Robert Anou pour défendre Pétain, son prédécesseur à l'Académie.

La démocratisation de l'école de 1936 et Jean Fay à 1968 m'a semblé t'il pas en d'influence sur la composition des élites.

Si l'Université s'est ouverte en accueillant, entre 1950 et 1968, 160% d'élèves en plus, (l'explosion scolaire) selon le mot de Louis Gras m'a guère eu d'impact sur le système des classes préparatoires et des grandes écoles. Tout au plus en a-t-elle renforcé la sélectivité : au cours du ~~X~~ siècle, le nombre de places à Polytechnique a doublé mais le nombre de candidats a été multiplié par 30.

Le renouvellement des élites culturelles et politiques me semble se faire entre 1930 et 1965 que par à-coups. La contestation à l'égard des élites a eu un impact certain sur l'évolution de la société française, sans doute bien plus que le travail et les actions effectués par les individus identifiés à cette classe. Cependant, avec 1965 et le début de

la « Seconde Révolution française » (H. Mendras), les élites subissent une démocratisation des pratiques culturelles, qui amoindrit l'écart entre élites et reste de la société, et observent la crise des institutions sociales traditionnelles (Etat, Ecole, Religion, Armée, Communisme).

Depuis 1965, les sciences sociales permettent une nouvelle compréhension des « élites », enfin différenciées de leur mythe. Les travaux fondateurs du sociologue Pierre Bourdieu, notamment dans La Distinction (1970), permettent de comprendre la légitimité culturelle par la notion « d'habitus » et le concept de capital. Le tableau des pratiques culturelles différencie parmi les plus grands possesseurs de capitaux les « dominants-dominés » (fort taux de capital culturel) et les « dominants-dominants », munis d'une grande quantité de capital économique. Cette théorie permet d'expliquer la forte reproduction des catégories sociales supérieures par la notion d'habitus. La théorie a été prouvée sociologiquement par les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot sur la haute bourgeoisie. Conserver une logique d'entre-soi et un fort sentiment de classe, les aristocrates et grands bourgeois des années 1980 et 1990 pratiquent la chasse à courre, organisent des rallies pour « contrôler » le hasard du « coup de foudre » et se singularisent par la multipropriété et l'appartenance au « bobbin ».

Du versant économique, Thomas Piketty dans Les Hauts revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle note un retour des classes rentières et oisives durant les années 1980, notamment grâce à une baisse du taux d'imposition des 1% plus riches en-dessous du seuil des 40% supporté par les classes dites « moyennes ».\*<sup>1</sup> Il conclut alors à « un retour du système des élites économiques du XIX<sup>e</sup> siècle », le facteur capital étant de nouveau plus fort que le facteur travail grâce à un faible taux de croissance et une incertitude des taux d'inflation.

Les années 1960 à 1990 se caractérisent par le retour d'une « classe politique » dite « d'élite ». A l'aspect militaire de De Gaulle succède le normalien Georges Pompidou, puis le polytechnicien et énarque Valéry Giscard d'Estaing, puis Mitterrand (réputé pour sa grande culture) et Chirac, science-piste puis énarque. Par sa volonté d'une France nouvelle, « VGE » tente de se rapprocher des Français malgré sa particularité et son habituel petit-déjeuner avec les éboueurs de Paris à l'Élysée en 1974, accorction, présence dans le métro. Se manifeste tout le souci d'abolir la distinction entre peuple et élites qui semble constituer le fondement des représentations politiques des Français. Ce sont les « grandes écoles » qui sont tenues responsables de ces nouvelles élites politiques (par Sciences-po, l'ENA, Polytechnique), économiques (HEC, ESSEC à partir des années 1970) et

\*<sup>1</sup> (oubli) : malgré la mise en place de l'impôt sur la fortune (ISF) par le gouvernement Mitterrand.

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

N°

.12/15

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

culturelle (par l'ENS « Ulm-Sèvres », l'ENS « Fontenay-aux-roses » ou l'ENS « Saint-Claude »). Dans la promotion Voltaire de l'ENA, 45% des « émarqués » sont fils ou filles de cadres ou professions intellectuelles supérieures, 17% sont fils ou filles de hauts fonctionnaires\*. Une rupture est cependant observable avec l'ouverture, en droit ou en fait, des grandes écoles aux femmes. En 1970, Polytechnique s'ouvre aux femmes ; la première admise est une jeune Anne Chopinet. Elle est reçue par Georges Pompidou et représente l'école le 14 juillet en défilant fièrement avec le drapeau de l'École.

Reste enfin à analyser l'élite culturelle, et à se demander si celle-ci constitue vraiment une « élite » puisqu'elle demeure « dominée » comme le rappelle Bourdieu et que son pouvoir n'est plus celui du début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle. Ce cas est paradoxal puisque cette « élite » ne forme pas une classe en elle-même comme pour les aristocrates analysés par Pinguet et Pinguet-Charlot. Les mouvements gauchistes et maoïstes prennent appui sur ces « élites » dans les années 1960 et 1970. Louis Althusser, alors professeur à l'ENSULM,

\*<sup>2</sup>(oubli) : malgré l'ouverture par Amicet Le Bars en 1981 de l'ENA aux responsables syndicaux et associatifs, les proportions demeurent inchangées.

N°4

1345

constitue un groupe communautaire avec Benroy Lévy et Daniel Limbart. De leur côté, les élites intellectuelles comme Sartre sont avouées par une reconnaissance internationale. La candidature de Coluche à l'Élection présidentielle reçoit le soutien de Bourdieu, Deleuze et Guattari qui voient en lui le « casseur d'un jeu ». Comme dans le cas des grandes écoles, l'Académie française accueille sa première « Immortelle », Marguerite Yourcenar. Si ces figures appartiennent aux « élites », c'est d'abord par leur pouvoir politique en tant qu'intellectuels et ensuite par leur avilissement par le système universitaire ou scolaire.

Enfin, sous l'effet de la démocratisation des pratiques culturelles, les pratiques distinctives et propres aux élites ont évolué. Les études au conservatoire se sont ouvertes socialement, malgré la conservation de « valeurs aristocratiques » comme le rappelle le musicologue Michael Amelien. La musique classique et l'Opéra ne sont plus après 1990, comme chez Bourdieu, le signe d'une appartenance <sup>aux classes sociales</sup> supérieures : c'est plutôt la musique classique contemporaine qui semble remplir ce rôle, de Poulès à Karol Beffa.

Nous nous sommes demandés si les élites ont influencé, par leurs pratiques ou les contestations dont

elles ont fait l'objet, l'évolution politique, économique, culturelle et diplomatique de la France. Les élites ne se définissent pas comme la noblesse par l'hérédité, comme le montrent les cas de méritocratie républicaine ou d'élite intellectuelle française. Elles se caractérisent par une tension entre reproduction sociale et constant renouvellement depuis 1870.

Si le pouvoir définit les élites, force est de constater que celles-ci ont accompagné les changements <sup>politiques</sup> économiques et sociaux à défaut de les impulser. Depuis 1870, les élites sont passées d'une aristocratie à une population distinguée par les institutions, son pouvoir ou ses capitaux. Les contestations en ont fait une catégorie sociale à part entière et entièrement à part.

Finalement, faire l'histoire des élites conduit à démythifier cette notion au cœur des discours politiques populistes, et qui semble aujourd'hui en assurer, par son aspect initialement vague, la pérennité.